

Fin de la tragédie grecque ?

Amid Faljaoui

Le dossier des finances publiques grecques et de la vague de spéculation qui a déstabilisé l'euro a tenu la une des médias pendant quelques semaines. Flash-back sur ce dossier.

Le psychodrame grec s'est en principe terminé le jeudi 25 mars 2010. En effet, c'est ce jeudi-là que les dirigeants des 16 pays de la zone euro ont donné leur accord à la mise en oeuvre d'un mécanisme de prêts financiers à la Grèce, un accord qui inclut également une aide du FMI.

Le gouvernement d'Athènes a jugé ce plan franco-allemand « totalement acceptable ». Heureusement ! Quant à Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, qui était absolument contre toute aide du FMI, il a dû mettre de l'eau dans son vin et il a salué cet accord de dernière minute. Voilà, en résumé, ce qu'il faut retenir de ce sommet européen qui s'est déroulé ce jeudi 25 mars 2010 à Bruxelles.

Alors, qui a gagné et qui a perdu dans cette négociation ? Le grand gagnant, c'est d'abord la Grèce, bien entendu. Les Grecs, en réalité, ne demandent pas et n'ont jamais demandé d'aide financière directe : ils voulaient juste que les autres pays de la zone euro se déclarent – officiellement – prêts à aider leur pays en cas de vrai problème. En fait, ce que voulaient les Grecs, c'est que grâce à une déclaration claire et officielle des autres pays de la zone euro, déclaration qui indiquerait qu'ils ne laisseraient jamais tomber un autre pays de la zone euro, les spéculateurs cessent d'attaquer la Grèce. Et donc, ils espéraient que grâce à la fin de cette spéculation, le gouvernement grec pourrait enfin payer un taux d'intérêt normal pour caser sa dette auprès

des marchés financiers, et non pas donner, comme c'est le cas aujourd'hui, deux fois le taux d'intérêt que donne l'Allemagne.

Spread mortel

Au moment d'écrire ces lignes, le *spread*, c'est-à-dire l'écart des taux d'intérêt entre ce que verse l'Allemagne (considérée comme le pays le plus fiable de la zone euro) et ce que verse la Grèce, dépasse les 3 % ! Or, le but de cet accord, c'est de permettre aux taux d'intérêt grecs d'enfin se détendre. Les semaines et mois qui vont suivre cet accord permettront de voir si cela marche, car la Grèce doit chercher en 2010 l'équivalent de 54 milliards d'euros sur les marchés financiers.

Le perdant de ce « dossier grec », c'est Jean-Claude Trichet, le président de la BCE. Jusqu'à la veille de ce sommet de Bruxelles, il refusait que le FMI puisse être sollicité pour aider un pays de la zone euro. Les raisons de ce refus ? Pour lui, c'était à la fois humiliant pour la zone euro, qui se retrouve logée à la même enseigne qu'un pays du tiers monde, mais également, cela voulait dire que le FMI pourrait avoir un droit de regard sur la gestion de la zone euro. En effet, comme l'actionnaire principal du FMI, ce sont les États-Unis, cela revient à donner un droit de regard aux États-Unis sur la zone euro. Doublement humiliant, selon le président de la BCE !

Madame « Nein »

L'autre perdant apparent de ce psychodrame grec, c'est la chancelière allemande Angela Merkel, qui ne voulait pas aider la Grèce, et cela, de peur de déplaire à ses compatriotes et de perdre les prochaines élections régionales, qui auront lieu au mois de mai. Mais la chancelière allemande a aussi dû mettre de l'eau dans son vin, car dire « NEIN » à tout bout de champ n'aurait conduit qu'à mettre la Grèce par terre, avant que la spéculation se déchaîne ensuite sur le Portugal ou l'Espagne. Mais attention : Angela Merkel n'est qu'une perdante « apparente » de ce sommet européen. Car relisez bien le communiqué officiel de Bruxelles : il est clairement indiqué que pour organiser un système de prêts à la Grèce, il faudra l'accord UNANIME des pays de la zone euro. Autrement dit, l'Allemagne se réserve toujours le droit de dire « nein » le jour venu si, par exemple, elle estime que le gouvernement grec n'a pas fait le nécessaire pour rééquilibrer ses comptes publics. La saga de la dette grecque pourrait donc rebondir à tout moment !

Les craintes de la FED

En attendant, il n'y a pas que les Européens qui respirent mieux. La crise grecque a également fait peur aux Américains. L'un des dirigeants de la Banque centrale américaine avait même déclaré que cette crise pourrait « affecter directement l'économie des États-Unis ». Comment ? « Je vois trois façons

dont la crise grecque pourrait affecter directement l'économie des États-Unis », a déclaré M. Lockhart lors d'un discours à Naples, en Floride. « Premièrement, si des pays de l'Union européenne devaient prévoir des ajustements à des problèmes d'ordre budgétaire, cela pourrait entraver la croissance de la zone euro et les exportations américaines vers cette région », a estimé M. Lockhart, rappelant que l'Union européenne, à 27, était le premier débouché pour les produits américains.

Deuxièmement, si la crise provoquait un mouvement de refuge des capitaux sur le dollar au détriment de l'euro, l'appréciation du billet vert qui pourrait en découler risquerait de « nuire à la compétitivité des exportations américaines », a-t-il ajouté.

« Le troisième point est la possibilité que la crise budgétaire grecque débouche sur un grand choc des marchés financiers. Cela pourrait se manifester dans le système bancaire ou sous la forme d'un mouvement de retrait général [des investisseurs] du marché de la dette des États », a-t-il encore expliqué.

M. Lockhart a été ainsi le premier dirigeant de la FED à témoigner ouvertement de craintes aussi fortes sur la situation financière de l'État grec. Il a eu le mérite d'être clair, même si le scénario du pire a été évité... pour le moment. ●